

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 35.551/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 2 juin 2003, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif à la publicité des actes et documents des associations sans but lucratif et des fondations privées", a donné le 5 juin 2003 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 35.551/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 2 juni 2003 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk "besluit op de openbaarmaking van akten en stukken van verenigingen zonder winstoogmerk en van private stichtingen", heeft op 5 juni 2003 het volgende advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

* *

Suivant l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"Om redenen van dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de inwerkingtreding op 1 juli 2003 van de artikelen 4 en 5 van de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen;

Overwegende dat voornoemde artikelen voorzien in de registratie bij de Kruispuntbank van Ondernemingen van alle rechtspersonen, daaronder begrepen die bedoeld in de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen, gewijzigd bij de wet van 2 mei 2002;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd door het streven om het stelsel inzake registratie bij de Kruispuntbank van Ondernemingen van alle rechtspersonen bedoeld in de wet van 16 januari 2003 op hetzelfde tijdstip in te voeren;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd door de wens aan de rechtspersonen bedoeld in de wet van 27 juni 1921 de mogelijkheid te bieden zich binnen een redelijke termijn te kunnen voorbereiden op de nieuwe verplichtingen die hen worden opgelegd."

.../...

La motivation de l'urgence figurant dans la lettre de demande d'avis n'est pas de nature à justifier l'adoption urgente de l'article 9 du projet d'arrêté qui établit les règles à respecter pour consulter les documents visés à l'article 10, alinéa 2, de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations (ci-après, la loi du 27 juin 1921).

En effet, en vertu de l'article 3 de l'arrêté royal du 2 avril 2003 fixant les délais d'entrée en vigueur des dispositions de la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique, telle que modifiée par la loi du 2 mai 2002 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations et la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions, l'article 10, alinéa 2, de la loi du 27 juin 1921 qui constitue le fondement légal de l'article 9 du projet d'arrêté, n'entre en vigueur que le 1^{er} janvier 2005. Il s'ensuit que l'article 9 du projet d'arrêté ne peut lui-même entrer en vigueur qu'à partir de cette date.

En conséquence, l'urgence n'est pas motivée concernant l'article 9 du projet.

*
* *

Le Conseil d'Etat, section de législation, se limite, conformément à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, à examiner le fondement juridique, la compétence de l'auteur de l'acte ainsi que l'accomplissement des formalités prescrites.

*
* *

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

.../...

Formalités préalables

L'accord du Ministre du Budget ne figure pas au dossier.

Fondement légal

Observations générales

1. Les règles du projet d'arrêté concernant le dépôt d'actes dans le dossier tenu au greffe du tribunal de commerce et leur publication dans les annexes du Moniteur belge trouvent leur fondement dans les articles 26octies, 26novies, 31 et 45, de la loi du 27 juin 1921.

Ces règles ne sont donc applicables ni aux associations internationales sans but lucratif, visées aux articles 46 à 57 de la loi du 27 juin 1921, ni aux associations internationales poursuivant un but non lucratif d'utilité internationale, valablement constituées à l'étranger conformément à la loi de l'Etat dont elles relèvent, visées à l'article 58 de la même loi. Or, en vertu de l'article 51, § 3, de la loi du 27 juin 1921, certains actes de ces associations doivent également être publiés dans les annexes du Moniteur belge. Il importe donc que l'auteur du projet veille à fixer aussi les règles applicables en cette matière à ces associations.

2. L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que d'autres dispositions de la loi du 27 juin 1921 liées au présent projet doivent encore être exécutées. Il en est ainsi de la compétence donnée au Roi par l'article 26novies, § 1^{er}, alinéa 4, de déterminer l'indemnité due pour la constitution du dossier au greffe du tribunal ainsi que les conditions dans lesquelles les copies des documents déposés font foi comme les documents originaux et peuvent leur être substituées.

.../...

Observations particulières

Préambule

1. A l'alinéa 1^{er} du préambule du projet d'arrêté :

- il convient de mentionner que les articles 26octies, 26novies et 31 de la loi du 27 juin 1921 ont été modifiés par la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions;
- il y a lieu d'omettre l'article 66 de la loi du 2 mai 2002 (et non de la loi du 27 juin 1921) car cette disposition habilitant le Roi à fixer l'entrée en vigueur de cette loi est étrangère au présent projet d'arrêté;
- il convient d'ajouter l'article 45 de la loi du 27 juin 1921 relatif aux fondations constituées à l'étranger et qui rend applicable à celles-ci l'article 31, § 1^{er} et §§ 3 à 6, de la même loi.

2. En ce qui concerne l'alinéa 2 du préambule, sous réserve de l'observation formulée ci-après sous l'article 3, il importe d'identifier clairement les dispositions de la loi du 16 janvier 2003, précitée, qui constituent le fondement légal du projet d'arrêté.

Dispositif

Article 3

1. Cet article charge le notaire instrumentant ou, à défaut, le greffe du tribunal de commerce de procéder à l'inscription des associations sans but lucratif et des fondations dans le registre des personnes morales de la Banque-Carrefour des Entreprises.

.../...

Cependant, en vertu de l'article 7 de la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions,

"(...) après avis de la commission de coordination visée à l'article 26, le Roi désigne, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les autorités, administrations et services qui sont chargés, en ce qui concerne les catégories d'entreprises qu'il détermine et selon la répartition fonctionnelle qu'il fixe, de la collecte unique et de la tenue à jour des données visées à l'article 6."

Un projet d'arrêté royal "portant désignation des autorités, administrations et services chargés, en ce qui concerne certaines catégories d'entreprises, de la collecte unique et de la tenue à jour des données visées à l'article 6 de la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions", ayant pour fondement l'article 7 de la loi du 16 janvier 2003, précitée, a été soumis à la section de législation du Conseil et fait l'objet de l'avis 35.253/1, donné le 27 mai 2003.

Or, ce projet d'arrêté royal ne charge ni le notaire instrumentant ni le greffe du tribunal de commerce d'une quelconque tâche en matière d'inscription des associations sans but lucratif et des fondations dans le registre des personnes morales de la Banque-Carrefour des Entreprises.

Dès lors, si le projet d'arrêté royal précité n'est pas complété par une disposition spécifique habilitant le notaire instrumentant et le greffe du tribunal de commerce à intervenir dans la procédure d'inscription des associations sans but lucratif et des fondations dans le registre des personnes morales de la Banque-Carrefour des Entreprises, l'article 3 du présent projet d'arrêté ¹ qui prévoit leur intervention dans cette procédure d'inscription doit être omis. Cette omission entraîne les conséquences suivantes :

- à l'article 4, alinéa 4, du projet, il ne se justifie plus de prévoir que le notaire ou le greffier délivre à l'association ou à la fondation concernée une copie électronique ou une photocopie de l'inscription ou de l'inscription modificative;

⁽¹⁾ Qui n'a pas suivi la procédure prévue par l'article 7 de la loi du 16 janvier 2003, précitée.

- la formule (le formulaire ?) I annexée au projet d'arrêté doit être adaptée de manière à ne plus viser l'inscription au registre des personnes morales;
- la formule (le formulaire ?) II annexée au projet d'arrêté relative à une demande d'inscription modificative doit être supprimée.

Par contre, si le projet d'arrêté royal précité est complété par la disposition spécifique susmentionnée, l'auteur du présent projet d'arrêté royal doit alors tenir compte de l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 16 janvier 2003, précitée, qui énumère limitativement les données à mentionner lors de l'inscription d'une personne morale dans la Banque-Carrefour des Entreprises. Envisagé sous cet angle, l'article 3, § 1^{er}, du projet, pose deux problèmes :

- d'une part, il omet de mentionner certaines données visées à l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 16 janvier 2003, précitée. Il en est ainsi de la désignation précise des adresses des différentes unités d'établissement en Belgique (article 6, § 1^{er}, 2°), de la situation juridique de l'entreprise (article 6, § 1^{er}, 4°), des données d'identification des fondateurs (article 6, § 1^{er}, 6°), des activités économiques exercées par l'entreprise (article 6, § 1^{er}, 7°), de la mention des autorisations et licences dont dispose l'entreprise ou les qualités pour lesquelles cette dernière est connue auprès des différentes autorités, administrations et services (article 6, § 1^{er}, 9°) et des références aux documents concernant la personne morale déposés aux greffes des tribunaux ainsi qu'aux comptes annuels et aux bilans déposés à la Banque nationale de Belgique (article 6, § 1^{er}, 10°);
- d'autre part, la question se pose de savoir si "la fin de l'exercice" (comptable) mentionnée au 8° peut être considérée comme une donnée au sens de l'article 6, § 1^{er}, 8°, de la loi du 16 janvier 2003, précitée, qui vise "les autres données d'identification de base qui doivent être fournies au moment de la création de la personne morale ou en application du titre III". A cet égard, l'on n'aperçoit en tout cas pas quelle disposition législative ou réglementaire imposerait de fournir une telle donnée. En l'absence de l'existence d'une telle disposition, l'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que la mention d'une donnée qui n'est pas visée à l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 16 janvier 2003, précitée, n'est admise que moyennant le respect des conditions de fond et de forme énoncées à l'article 6, § 2, de la loi du 16 janvier 2003, précitée. En l'occurrence, cet article dispose que "le Roi peut, après avis du

comité de surveillance visé à l'article 27 et par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, compléter les données énumérées au paragraphe 1^{er} par d'autres données nécessaires à l'identification des entreprises ou d'intérêts communs à plusieurs services publics".

2. Sous réserve de l'observation 1, les formules (les formulaires ?) I et II visées à l'article 3, § 3, doivent être présentées sous forme d'annexes à l'arrêté en projet. Toute annexe doit porter la mention qu'elle constitue une annexe à l'arrêté avec indication de son intitulé. Les annexes doivent porter, in fine, la mention "Vu pour être annexé à Notre arrêté du ... relatif à ..." et être revêtues des mêmes date et signature que celles figurant sur le texte auquel elles sont annexées.

Article 9

Sous réserve de l'observation relative à l'absence de motivation adéquate de l'urgence en ce qui concerne cet article, l'article 9 du projet appelle l'observation suivante.

L'article 10, alinéa 2, de la loi du 27 juin 1921 accorde à tous les membres de l'association le droit de consulter le registre des membres ainsi que les documents énumérés dans cette disposition.

L'article 9, alinéa 2, du projet viole donc cet article 10, alinéa 2, en permettant au conseil d'administration et à l'assemblée générale de refuser la demande de consultation.

Article 11

Cet article trouve son fondement dans l'article 63 de la loi du 2 mai 2002, précitée.

L'auteur du projet semble cependant avoir perdu de vue que les aspects visés par la disposition en projet ont déjà été réglés par l'article 5 de l'arrêté royal du 2 avril 2003, précité.

Il y a lieu d'assurer la concordance entre les deux dispositions et de fixer une date d'entrée en vigueur précise.

Article 13

Cette disposition doit être omise. En effet le principe de la publication dans les annexes du Moniteur belge est déjà prévu aux articles 26novies et 31 de la loi du 27 juin 1921.

Article 15

Etant donné que les articles 26octies, 26novies, 31 et 45 de la loi du 27 juin 1921 qui servent de fondement légal au projet d'arrêté n'entrent en vigueur que le 1^{er} juillet 2003, la date d'entrée en vigueur du présent projet ne peut être antérieure à cette date.

En ce qui concerne l'article 9 du projet, il ne peut entrer en vigueur avant le 1^{er} janvier 2005 (voir cependant l'observation formulée sur l'urgence).

L'article 15 sera adapté en conséquence.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*
* *

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief aldus :

"Om redenen van dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de inwerkingtreding op 1 juli 2003 van de artikelen 4 en 5 van de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen;

Overwegende dat voornoemde artikelen voorzien in de registratie bij de Kruispuntbank van Ondernemingen van alle rechtspersonen, daaronder begrepen die bedoeld in de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen, gewijzigd bij de wet van 2 mei 2002;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd door het streven om het stelsel inzake registratie bij de Kruispuntbank van Ondernemingen van alle rechtspersonen bedoeld in de wet van 16 januari 2003 op hetzelfde tijdstip in te voeren;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd door de wens aan de rechtspersonen bedoeld in de wet van 27 juni 1921 de mogelijkheid te bieden zich binnen een redelijke termijn te kunnen voorbereiden op de nieuwe verplichtingen die hen worden opgelegd."

.../...

De redenen die in de brief met de adviesaanvraag worden opgegeven om het verzoek om spoedbehandeling te motiveren, kunnen niet wettigen dat artikel 9 van het ontwerpbesluit dringend moet worden aangenomen. Dat artikel bepaalt welke regels in acht moeten worden genomen om inzage te krijgen in de stukken genoemd in artikel 10, tweede lid, van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen (hierna te noemen de wet van 27 juni 1921).

Krachtens artikel 3 van het koninklijk besluit van 2 april 2003 tot vaststelling van de termijnen voor de inwerkingtreding van de bepalingen van de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend, zoals gewijzigd bij de wet van 2 mei 2002 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen en bij de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen treedt artikel 10, tweede lid, van de wet van 27 juni 1921, die de rechtsgrond van artikel 9 van het ontwerpbesluit vormt, pas in werking op 1 januari 2005. Bijgevolg kan artikel 9 van het ontwerpbesluit zelf pas vanaf die datum in werking treden.

Het verzoek om spoedbehandeling is dus niet gewettigd voor artikel 9 van het ontwerp.

*

* *

De Raad van State, afdeling Wetgeving, beperkt zich overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State tot het onderzoek van de rechtsgrond, van de bevoegdheid van de steller van de handeling, alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

*

* *

Die drie punten geven aanleiding tot de volgende opmerkingen.

.../...

Voorafgaande vormvereisten

De akkoordbevinding van de Minister van Begroting bevindt zich niet in het dossier.

Rechtsgrond

Algemene opmerkingen

1. De regels van het ontwerpbesluit die betrekking hebben op de neerlegging van akten in het dossier dat wordt bijgehouden op de griffie van de rechtbank van koophandel en de bekendmaking ervan in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad, vinden hun rechtsgrond in de artikelen 26octies, 26novies, 31 en 45 van de wet van 27 juni 1921.

Die regels zijn dus niet van toepassing op de internationale verenigingen zonder winstoogmerk, genoemd in de artikelen 46 tot 57 van de wet van 27 juni 1921, noch op de internationale verenigingen die een niet-winstgevend doel van internationaal nut nastreven en die op geldige wijze in het buitenland zijn opgericht overeenkomstig de wet van de Staat waartoe zij behoren, genoemd in artikel 58 van dezelfde wet. Krachtens artikel 51, § 3, van de wet van 27 juni 1921 moeten bepaalde akten van die verenigingen echter ook bekendgemaakt worden in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad. Het is dus belangrijk dat de steller van het ontwerp ook voor de vaststelling zorgt van de regels die terzake op die verenigingen van toepassing zijn.

2. De steller van het ontwerp wordt erop attent gemaakt dat nog uitvoering moet worden gegeven aan andere bepalingen van de wet van 27 juni 1921 die verband houden met het onderhavige ontwerp. Dat geldt voor de bevoegdheid die bij artikel 26novies, § 1, vierde lid, aan de Koning wordt opgedragen om te bepalen welke vergoeding verschuldigd is voor het aanleggen van het dossier op de griffie van de rechtbank, alsook om te bepalen onder welke voorwaarden kopieën van neergelegde stukken dezelfde bewijskracht hebben als originele stukken en in de plaats ervan kunnen worden gesteld.

.../...

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. In het eerste lid van de aanhef van het ontwerpbesluit :

- moet worden vermeld dat de artikelen 26octies, 26novies en 31 van de wet van 27 juni 1921 gewijzigd zijn bij de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen;
- moet de verwijzing naar artikel 66 van de wet van 2 mei 2002 (en niet van de wet van 27 juni 1921) vervallen, aangezien die bepaling de Koning machtigt om de inwerkingtreding van die wet te bepalen en dus niets te maken heeft met het onderhavige ontwerpbesluit;
- moet artikel 45 van de wet van 27 juni 1921 worden toegevoegd. Dat artikel heeft betrekking op stichtingen die in het buitenland zijn opgericht en bepaalt dat artikel 31, § 1 en §§ 3 tot 6, van die wet daarop van toepassing zijn.

2. Wat het tweede lid van de aanhef betreft, onder voorbehoud van de opmerking die verderop onder artikel 3 wordt gemaakt, moet duidelijk worden vermeld welke bepalingen van de genoemde wet van 16 januari 2003 de rechtsgrond van het ontwerpbesluit vormen.

Dispositief

Artikel 3

1. Dit artikel gelast de instrumenterende notaris, zo niet de griffie van de rechtbank van koophandel, de verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen in te schrijven in het rechtspersonenregister van de Kruispuntbank van Ondernemingen.

.../...

Krachtens artikel 7 van de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen,

"(wijst de Koning) na advies van de in artikel 26 bedoelde coördinatiecommissie, (...) bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de overheden, administraties en diensten aan die, betreffende de categorieën van ondernemingen die Hij aanduidt en volgens de functionele verdeling die Hij vastlegt, belast zijn met de eenmalige inzameling en het actualiseren van de gegevens bedoeld in artikel 6."

Een ontwerp van koninklijk besluit "houdende aanwijzing van de overheden, administraties en diensten die, betreffende bepaalde categorieën van ondernemingen, belast zijn met de eenmalige inzameling en het actualiseren van de gegevens bedoeld in artikel 6 van de wet van 16 januari 2003 houdende oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, modernisering van het handelsregister, oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen", waarvan artikel 7 van de genoemde wet van 16 januari 2003 de rechtsgrond is, is voorgelegd aan de afdeling Wetgeving van de Raad en onderzocht in advies 35.253/1, dat op 27 mei 2003 is uitgebracht.

In dat ontwerp van koninklijk besluit wordt echter noch de instrumenterende notaris, noch de griffie van de rechtbank van koophandel belast met enige taak betreffende de inschrijving van verenigingen zonder winstoogmerk en van stichtingen in het rechtspersonenregister van de Kruispuntbank van Ondernemingen.

Indien bijgevolg het genoemde ontwerp van koninklijk besluit niet aangevuld wordt met een specifieke bepaling waarbij de instrumenterende notaris en de griffie van de rechtbank van koophandel gemachtigd worden om op te treden in de procedure voor de inschrijving van verenigingen zonder winstoogmerk en stichtingen in het rechtspersonenregister van de Kruispuntbank van Ondernemingen, moet artikel 3 van het

onderhavige ontwerpbesluit ¹, waarin sprake is van het optreden van die instanties in die inschrijvingsprocedure, vervallen. Dat heeft tot gevolg dat :

- er in artikel 4, vierde lid, van het ontwerp geen reden meer is om te bepalen dat de notaris of de griffier aan de betrokken vereniging of stichting een elektronische kopie of een fotokopie van de inschrijving of wijziging bezorgt;
- formulier I, dat bij het ontwerpbesluit is gevoegd, zo moet worden aangepast dat er geen melding meer in wordt gemaakt van inschrijving in het rechtspersonenregister;
- formulier II, gevoegd bij het ontwerpbesluit, betreffende een verzoek tot wijziging van inschrijving moet vervallen.

Indien daarentegen het genoemde ontwerp van koninklijk besluit wordt aangevuld met de bovengenoemde specifieke bepaling, moet de steller van het onderhavige ontwerp van koninklijk besluit rekening houden met artikel 6, § 1, van de genoemde wet van 16 januari 2003, waarin een beperkende opsomming wordt gegeven van de gegevens die vermeld moeten worden bij de inschrijving van een rechtspersoon in de Kruispuntbank van Ondernemingen. Uit dat oogpunt doet artikel 3, § 1, van het ontwerp twee problemen rijzen :

- enerzijds wordt verzuimd daarin bepaalde gegevens genoemd in artikel 6, § 1, van de genoemde wet van 16 januari 2003 te vermelden. Dat is bijvoorbeeld het geval met de nauwkeurige aanduiding van de adressen van de verschillende vestigingseenheden in België (artikel 6, § 1, 2°), de rechtstoestand van de onderneming (artikel 6, § 1, 4°), de identificatiegegevens van de oprichters (artikel 6, § 1, 6°), de economische activiteiten uitgeoefend door de onderneming (artikel 6, § 1, 7°), de aanduiding van de toelatingen en vergunningen waarover de onderneming beschikt of de hoedanigheden waaronder deze bekend is bij de verschillende overheden, administraties en diensten (artikel 6, § 1, 9°) en de verwijzingen naar de bij de griffies van de rechtbanken neergelegde bescheiden van de rechtspersonen en naar de jaarrekeningen en balansen neergelegd bij de Nationale Bank van België (artikel 6, § 1, 10°);

⁽¹⁾ waarvoor niet de procedure is gevolgd bepaald in artikel 7 van de genoemde wet van 16 januari 2003.

- anderzijds rijst de vraag of "het einde van het boekjaar", vermeld in onderdeel 8°, beschouwd kan worden als een gegeven in de zin van artikel 6, § 1, 8°, van de genoemde wet van 16 januari 2003, dat het heeft over "de overige basisidentificatiegegevens, die moeten verstrekt worden op het ogenblik van de oprichting van de rechtspersoon of in toepassing van Titel III". Wat dat betreft is het in ieder geval niet duidelijk krachtens welke wets- of verordeningsbepaling de vermelding van zulk een gegeven vereist is. Indien er geen zulk een bepaling is, wordt de aandacht van de steller van het ontwerp erop gevestigd dat het vermelden van een gegeven dat niet wordt genoemd in artikel 6, § 1, van de genoemde wet van 16 januari 2003, alleen geoorloofd is op voorwaarde dat de grond- en vormvereisten genoemd in artikel 6, § 2, van de meergenoemde wet van 16 januari 2003 in acht genomen worden. In het onderhavige geval bepaalt dit artikel dat "de Koning (...), na advies van het in artikel 27 bedoelde toezichtcomité en bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de in § 1 opgesomde gegevens (kan) aanvullen met andere gegevens vereist voor de identificatie van ondernemingen of van gemeenschappelijk belang voor meerdere overheidsdiensten".

2. Onder voorbehoud van opmerking 1 moeten de in artikel 3, § 3, genoemde formulieren I en II de vorm hebben van bijlagen bij het ontworpen besluit. Op iedere bijlage moet vermeld worden dat ze een bijlage vormt bij het besluit met opgave van het opschrift daarvan. Aan het einde van de bijlagen moet het volgende worden vermeld "Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van ... betreffende ...", en ze moeten voorzien worden van dezelfde datum en handtekening als die welke op de regeling staan waarbij ze gevoegd worden.

Artikel 9

Onder voorbehoud van de opmerking betreffende de ontstentenis van een deugdelijke motivering van het verzoek om spoedbehandeling wat dit artikel betreft, geeft artikel 9 van het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerking.

Bij artikel 10, tweede lid, van de wet van 27 juni 1921 wordt aan alle leden van de vereniging het recht toegekend het register van de leden en de stukken die in die bepaling worden genoemd, in te zien.

Artikel 9, tweede lid, van het ontwerp is bijgevolg in strijd met dat artikel 10, tweede lid, doordat het de raad van bestuur en de algemene vergadering de mogelijkheid biedt het verzoek om inzage af te wijzen.

Artikel 11

Dit artikel vindt zijn rechtsgrond in artikel 63 van de genoemde wet van 2 mei 2002.

De steller van het ontwerp lijkt evenwel uit het oog te hebben verloren dat de aspecten genoemd in de ontworpen bepaling reeds geregeld zijn bij artikel 5 van het genoemde koninklijk besluit van 2 april 2003.

Er moet voor gezorgd worden dat die twee bepalingen met elkaar overeenstemmen en er moet een welbepaalde datum van inwerkingtreding worden vastgesteld.

Artikel 13

Deze bepaling moet vervallen. Het beginsel van de bekendmaking in de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad is immers reeds vastgelegd in de artikelen 26novies en 31 van de wet van 27 juni 1921.

Artikel 15

Aangezien de artikelen 26octies, 26novies, 31 en 45 van de wet van 27 juni 1921, die de rechtsgrond vormen van het ontwerpbesluit, pas op 1 juli 2003 in werking treden, mag de datum van inwerkingtreding van het voorliggende ontwerp niet vroeger zijn dan die datum.

Artikel 9 van het ontwerp kan pas vanaf 1 januari 2005 in werking treden (zie evenwel de opmerking over de spoedeisendheid).

Artikel 15 moet dienovereenkomstig worden aangepast.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs Y. KREINS,
de Heren

président de chambre,
kamervoorzitter,

Mesdames J. JAUMOTTE,
Mevrouwen M. BAGUET,
 A.-C. VAN GEERSDAELE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La note du Bureau de coordination a été
présentée par M. P. BROUWERS, référendaire.

De nota van het Coördinatiebureau werd
uitgebracht door de H. P. BROUWERS, referendaris.

La concordance entre la version française et la
version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de
M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de
Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van
de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS